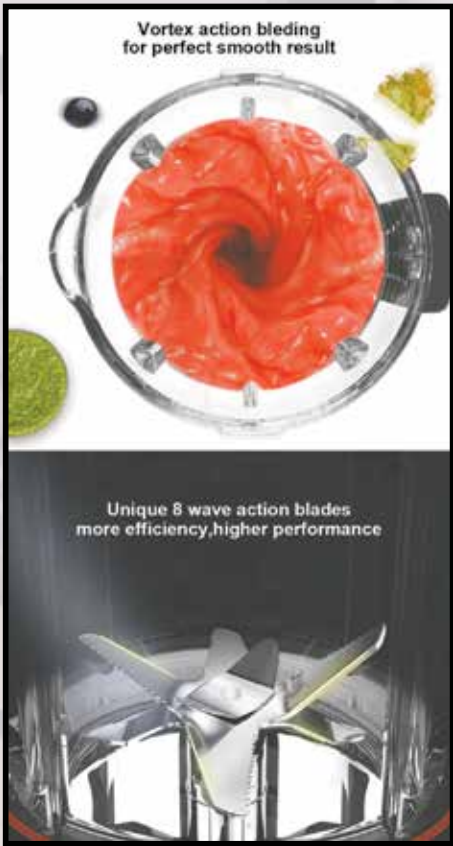




- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious
easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Pots-de-vin allégués

L'interrogatoire 'under warning' de Rajesh Ramnarain se fait toujours attendre

Les enquêteurs de l'ICAC marchent sur des œufs dans le sillage de l'enquête sur le 'Stag Party' qui a eu lieu sur le ranch de 250 hectares, non loin de Grand-Bassin, et où le ministre Maneesh Gobin et le PPS Rajanah Dhaliah



dans les semaines à venir, lors des diverses convocations prévues.

Ramnarain à l'ICAC

Le premier qui sera entendu 'Under Warning' à l'ICAC sera Rajesh Ramnarain. L'ancien président du 'Sugar Investment Trust' (SIT) (ndlr : sa démission a été avalisée par le board jeudi) a été cité comme un important maillon dans cette affaire. C'est lui qui aurait agi comme intermédiaire pour le compte de plusieurs protagonistes. D'où sa convocation imminente. Certaines sources soutiennent qu'il pourrait être entendu dès ce lundi.

Au Parlement mardi dernier, le ministre Maneesh Gobin a refusé de préciser s'il était présent à la soirée du 12 septembre 2020 ou pas. L'interrogatoire de Rajesh Ramnarain sera donc déterminant, car c'est lui qui a été présenté comme le principal intermédiaire entre les deux parties. Sera-t-il enfin entendu cette semaine? Le prochain 'move' de l'ICAC est attendu avec impatience.

Sa suspension gelée par la cour



Arvin Boolell :
« Une victoire pour la démocratie »

La juge Shameem Hamuth-Laulloo a tranché en faveur du député rouge Arvin Boolell. Celui-ci réclamait l'intervention de la Cour suprême après sa nouvelle suspension de l'Assemblée nationale pour les deux prochaines séances. Après avoir réuni toutes les parties concernées, la juge a annoncé le gel de la suspension du député travailliste en attendant que le 'main case' soit logé. Ce que le député travailliste compte faire dans les jours qui viennent.

Pour Arvin Boolell, ce que le Premier ministre et le Speaker ont fait au

Parlement n'était pas justifiable. Raison pour laquelle l'avocat de la partie adverse n'a pas objecté au gel de la suspension. « Si nous ti coupable nou ti pou bizin paye tou mais zot in realiser ek in daccord pour tir suspension. »

Pour le chef de file du PTr au Parlement, Arvin Boolell, « c'est une récolte de la grande moisson ». De plus, il ajoute que le Speaker a mal interprété la section 49/8 79 des standing orders. « Faudré mone faire ene impaire dans Parlement pou ki mo suspension rentre en jeu..., » lance-t-il.

Abolition de la taxe municipale

Yeux doux à l'électorat urbain, mais...

Le projet de loi visant l'abolition de la taxe municipale immobilière devra être promulgué ce mois-ci. Le Conseil des ministres en a pris note, vendredi. Cette mesure avait, rappelons-le, été annoncée dans un précédent budget. Ce qui est perçu comme une tentative pour amadouer l'électorat urbain en vue des prochaines élections municipales.

Patrick Assirvaden, député du PTr, rappelle que l'abolition de la taxe avait été promise par le gouvernement il y a trois ans de cela. Or, ce n'est que maintenant qu'elle va rentrer en vigueur. Il paraît clair, selon lui, que c'est une stratégie pour obtenir plus de votes lors des prochaines élections municipales. D'autant que « Premier ministre pas pou kapav sover. Li bizin donne élections municipales », dit-il.

Eshan Juman, pour sa part, dit carrément ne pas comprendre à quoi ont servi les taxes municipales durant ces dernières années, puisque la situation dans les villes laisse à désirer. À Port-Louis par exemple, les jardins d'enfants, et même des terrains synthétiques, se trouvent dans un état déplorable. Le député du no. 3 se demande, par ailleurs, si le gouvernement ne trouvera

- La population sera déplumée sous d'autres formes, avertit l'opposition

pas d'autres moyens pour déplumer la population afin d'augmenter le budget alloué aux municipalités.

« Li évident que si municipalités pa pé

gayn assez revenus en termes taxe municipales, gouvernement pou bizin prévoir ene enveloppe financière plus conséquent pou bane municipalités. C'est avec population mem ki gouvernement pou tire sa kas la », prévient Eshan Juman. D'ailleurs, ajoute-t-il, « il faut un nettoyage complet que ce soit au gouvernement ou dans les mairies, car la population en a marre de leur gestion ».

Le député du PMSD, Kushal Lobine, abonde dans le même sens. Il n'y a pas de doute, selon lui, que cette décision est une stratégie politique du gouvernement pour amadouer l'électorat urbain. Selon lui, le gouvernement a des arrières-pensées. « Certes, les taxes seront abolies, mais elles seront remplacées par d'autres », lance-t-il. A titre d'exemple, dans le 'Waste Management Recovery Bill' qui sera voté au Parlement ce mardi, il est clair qu'en vertu des sections 23 et 24, il y aura des taxes additionnelles qui seront introduites. « Tous cela n'est pas innocent », explique Kushal Lobine.

Rapport FMI

Vinay Ancharaz :

« Difficile de sortir de la stagflation où on se retrouve »

Alors que le Fond Monétaire International (FMI) avait prévu une croissance de 5,4% pour l'île Maurice, cette prévision a été revue à la baisse cette semaine, passant ainsi de 5,4% à 4,6%. Le taux de l'inflation a, lui, été revu à la hausse et est maintenant projeté à 9,5%.

Selon l'économiste Vinay Ancharaz, l'île Maurice se retrouve face à un dilemme économique sans précédent, car la dépréciation de la roupie mauricienne déjoue le but de la politique monétaire « contractionniste » du gouvernement. En dépit de l'augmentation du 'Repo Rate', qui est passé de 2% à 4,5%, par la Banque de Maurice, l'économiste est d'avis que la « core Inflation »

demeure intacte. « Il sera difficile de sortir de cette situation connue comme la stagflation, » indique Vinay Ancharaz.

La stagflation est une situation économique caractérisée par une croissance de l'activité très faible, et une inflation. Il met en cause la dépréciation de la roupie, qui provoque un « imported interest ». « La récession mondiale a directement impacté l'industrie du tourisme à Maurice. De plus, les européens sont en crise et ne dépenseront pas pour faire des voyages. Sans compter que le secteur financier est aussi impacté. Il y a aussi moins d'investissements, » dit Vinay Ancharaz. Ce qui rend la situation très complexe.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Camouflet

Jamais deux sans trois, dit l'adage. Ainsi, après le rapport de la magistrate Vidya Mungroo-Jugurnath sur l'enquête judiciaire sur la mort de Kistnen, et le 'ruling' de la magistrate Jade Ngan Chai King concernant la demande de la remise en liberté provisoire de Bruneau Laurette, la décision de la juge Shameem Hamuth-Laulloo de geler la suspension du Dr Arvin Boolell mérite tout autant d'être saluée. Celle-ci illustre le triomphe de la justice sur l'injustice. La victoire de la démocratie contre l'oppression et la censure. Elle prouve que le judiciaire peut encore agir comme un rempart contre les dérives autoritaires.

Le Premier ministre l'avait-il vu venir cette claque magistrale, lui qui se targue d'être avocat et qui se permet d'insulter la compétence d'une magistrate ? Probablement pas. Autrement, il n'aurait jamais fait une telle motion en premier lieu. À moins, bien entendu, qu'il ait délibérément choisi de pervertir les 'standing orders', avec la collusion du Speaker, pour tenir le chef de file du PTr à l'écart du Parlement. Ce qui équivaldrait alors à une 'colourable device' pour opprimer l'opposition. Certes, elle n'est pas aussi drastique que celle utilisée contre Navin Ramgoolam par le MSM de SAJ en 1992 pour lui faire perdre son siège au Parlement. Mais la méthode employée est la même.

Le retour d'Arvin Boolell au sein de l'hémicycle ce mardi sera donc un camouflet pour le Speaker et le 'Leader of the House'. Suffisamment pour que le Speaker, du moins, démissionne de son poste. Sauf que l'amour-propre ne figure pas dans l'ADN de ceux qui sont issus, ou qui sont proches, du MSM. C'est l'une des raisons, d'ailleurs, pour lesquelles Maneesh Gobin s'agrippera à ses portefeuilles ministériels aussi longtemps qu'il le pourra, bien que son nom soit cité dans une affaire d'allégations de pots-de-vin de l'ordre de Rs 3, 5 millions depuis plus de deux semaines.

Ce même Attorney General qui s'est réfugié derrière l'enquête de l'ICAC pour refuser de répondre à certaines questions du leader de l'Opposition le concernant mardi dernier est resté muet comme une carpe lorsque le Premier ministre a fait des attaques contre Navin Ramgoolam sur l'affaire des coffres-forts, alors que celle-ci fait l'objet d'un procès en cour. Preuve qu'ils ne font que ce qui leur sied et ce qui est en leur faveur. Heureusement qu'il y a toujours des institutions, comme le judiciaire, qui fonctionnent. Tout n'est peut-être pas perdu.

Questions parlementaires



Le terrain à 'Eco Deer Park Association' toujours au menu ce mardi

Les débats sur l'octroi d'un terrain à l'Eco Deer Park Association seront encore à l'agenda lors des travaux parlementaires de ce mardi 18 avril 2023. Le Premier ministre ne pourra pas y échapper, car cette affaire qui figure en tête de liste des interpellations qui lui sont adressées lors de la 'Prime Minister's Question Time' (PMQT)

C'est le député Patrick Assirvaden qui donnera le coup d'envoi. Il demandera au chef du gouvernement s'il envisage la possibilité de nommer une commission d'enquête, présidée par un juge, pour se pencher sur les allégations d'irrégularités dans l'octroi de ce terrain, les activités illégales qui y sont organisées par le bailleur ou des trafiquants de drogue, ainsi que sur les allégations de corruption contre l'Attorney General et ministre de l'Agro-industrie.

Eshan Juman devra également revenir à la charge sur ce dossier. Il demandera, lui, au Premier ministre s'il compte demander aux trois personnes incriminées dans cette affaire de démissionner en attendant les conclusions de l'enquête. L'Attorney General, Maneesh Gobin, sera également sur le gril. Il devra révéler une liste des bénéficiaires des terres de l'État depuis 2014. Il sera aussi appelé à dire si ces derniers ont fait l'objet d'exercices de 'due diligence' avant qu'un terrain ne leur soit alloué.

Osman Mahomed, député du PTr, se penchera sur le projet Safe City. Il veut connaître le montant des paiements effectués au contracteur sur une base annuelle, depuis sa mise en œuvre. Pravind Jugnauth devra répondre à une question

du député du PMSD, Richard Duval, sur les récents cas de suicide au sein de la police. Le Premier ministre devra, entre autres, fournir des informations concernant le nombre de cas signalés de janvier 2021 à février 2023.

Dans la tranche des questions réservées aux ministres, la députée Karen Foo Kune-Bacha interrogera le ministre des Énergies et des Services publics, Joe Lesjongard, sur l'approvisionnement en eau. Elle cherchera aussi de savoir si une étude a été commandée pour évaluer le nombre de conduites d'eau cassées et qui fuient dans la circonscription no. 20, (Beau-Bassin/ Petite-Rivière), et si des mesures correctives ont été prises.

Le ministre des Technologies de l'Information et de la Communication devra répondre à une question du député du PTr Patrick Assirvaden, concernant le nouveau projet de carte d'identité nationale. Il indiquera le coût initial et la dernière estimation actualisée, s'il a connaissance d'une quelconque forme présumée de corruption en rapport avec l'attribution du marché, et si des mesures ont été prises à ce niveau.

Le leader du Rassemblement Mauricien, Nando Bodha, demandera au ministre de la Santé Kailesh Jagutpal, quand son ministère se propose d'introduire un système de carte de santé numérique ou un système informatisé pour les patients.

Richard Duval, député du PMSD, demandera au ministre de la Pêche, Sudheer Maudhoo, s'agissant de l'attribution des cartes de pêcheur pour 2023, d'indiquer si cet exercice est achevé, en précisant le

nombre de cartes à délivrer, les modalités, le nombre de demandes reçues par circonscription, et la date à laquelle elles seront délivrées.

Le député du MSM, Ashley Ittoo, formulera sa question concernant le projet de drainage à Malakoff. Il interrogera de ce fait le ministre Bobby Hurreeram sur la mise en œuvre du projet, et sur l'avancement des travaux par la Land Drainage Authority.

Concernant les terres domaniales, le député Farhad Aumeer interrogera le ministre de l'agro-industrie, Maneesh Gobin, et lui demandera la liste des bénéficiaires de baux de terrains depuis décembre 2014 jusqu'à ce jour, y compris les renouvellements de baux, en indiquant si des diligences sont effectuées avant l'octroi des baux, notamment en ce qui concerne les antécédents judiciaires des demandeurs. Le député Eshan Juman lui demandera la liste des bénéficiaires de terrains au cours des trois dernières années, en indiquant dans chaque cas la superficie et l'emplacement.

Franco Quirin, député du MMM, interrogera le ministre des Sports, Stéphane Toussaint, sur la Liverpool Football Club International Academy Mauritius, et lui demandera si les stagiaires sont tenus de signer un contrat de formation avant d'être admis, et si c'est le cas, de présenter une copie d'un spécimen, de préciser le nombre de contrats signés, et de faire savoir si son ministère a ouvert une enquête sur les violations potentielles du règlement de la FIFA en ce qui concerne les stagiaires mineurs, comme indiqué dans la lettre de la FIFA datée du 8 mars 2023.

UP



La juge Shameem Hamuth-Laulloo

Elle a agi avec diligence et efficacité. Et c'est la justice et la démocratie qui sont sorties gagnantes. La juge Shameem Hamuth-Laulloo, en ordonnant la suspension du gel de la suspension du Dr Arvin Boolell du Parlement en attendant que le 'main case' soit logé, nous a redonné de l'espoir. Car sa décision est la preuve qu'il y a toujours la lumière au bout du tunnel.

C'EST ÉCRIT

« Les chiffres nous disent que depuis 2022, la roupie mauricienne a perdu 87% contre l'euro et 80% contre le dollar américain (à la mi-mars 2023). Cette chute libre de la monnaie nationale est, pour le moins, une grande préoccupation pour les investisseurs, qui considèrent souvent la monnaie d'un pays similaire au cours des actions cotées en bourse du pays [...] Notre instance monétaire léthargique s'est avérée appauvrissante pour le peuple mais surtout pour la compétitivité de notre petite économie. Cependant, peu comprennent la gravité intellectuelle, morale et économique d'une telle léthargie. Le marché en revanche, si ! ».

Amit Bakhirta

Fondateur et CEO d'Anneau
Conjoncture (Mai-Juin 2023)



A ÉTÉ DIT



« Zot pe arroge zot mem de bane pouvoirs ki zot pena. C'est carrément inadmissible [...] Enough is enough. Pe tourne Parlement en cirque et pe ridiculise la démocratie. C'est pas possible »

Me. Robin Ramburn, SC
12 avril 2023

DOWN

Montage photo

Les montages photos semblent être prisés dans le camp gouvernemental. Outre les montages photos des opposants du régime auxquels les 'chatwas' nous ont généralement habitués, on a eu droit, cette semaine, à une nouvelle tendance, lancée par une élue en quête de publicité. Ce qui a vite fait d'elle la risée des internautes...



Dans les coulisses

La vengeance se poursuit

Le lobby en faveur d'une sanction envers les proches de l'ancien CEO prend de l'ampleur à la Telecom Tower. A présent, c'est un cadre d'Orange (partenaire de MT) qui est la cible des attaques des lobbyistes. Ces personnes, proches de 'Lakwizinn', veulent voir tomber ce cadre, qui selon elles, serait une pièce maîtresse du puzzle 'Operation coincide Maharajah' de la Dirty Trick Unit du PMO. Pas sûr qu'Orange se laisse faire dans ce dossier ! La prochaine réunion du board de MT prévue prochainement promet de faire des étincelles.

Qui s'en soucie ?



L'Heera Lane, à Belle Vue Maurel, se trouve dans un état déplorable, provoquant l'amertume des résidents de la région et des automobilistes. Avis aux autorités...



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances.
Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Milan Meetarbhan, Docteur en Droit international



« La décision de la cour rétablit le Dr Boolell dans ses droits »

Milan Meetarbhan, Docteur en droit international, fait le point sur le déroulement des travaux parlementaires. Il évoque, dans l'entretien qui suit, l'indignation des Mauriciens au vu de ce qui se passe à l'Assemblée nationale, en envoyant dans la foulée un pavé dans la mare du Premier ministre. Il s'inquiète aussi de l'utilisation abusive de l'article 77 des 'Standing Orders' par le Speaker pour s'arroger des pouvoirs dont il ne dispose pas, et se réjouit, par ailleurs, de la célérité avec laquelle la cour a agi concernant la suspension du Dr Boolell, en soutenant que ce dernier a été rétabli dans ses droits.



Je trouve inquiétant que depuis quelque temps, l'article 77 des 'Standing Orders' devienne un fourre-tout qui permet au Speaker de s'octroyer tous les pouvoirs non-prévus par les textes et jamais adoptés par le Parlement



Q : Au vu de ce qui se passe à l'Assemblée nationale semaine après semaine, diriez-vous que le Parlement est toujours le Temple de la démocratie ?

J'estime qu'ils sont nombreux nos compatriotes qui ne sont pas si fiers d'être Mauriciens au vu de ce qui se passe au sein de l'Assemblée nationale. On n'aurait jamais pu imaginer que cela puisse se passer à Maurice. Mais si les Mauriciens sont indignés, tel n'est pas le cas pour celui qui occupe les fonctions de Premier ministre qui est aussi celui qui a nommé le Speaker à ce poste, et qui plus est, n'a rien trouvé à redire jusqu'ici sur la conduite des travaux parlementaires. On peut assumer qu'il n'a rien à dire et qu'il est satisfait du comportement de son « *nominé* ». Par contre, il ne se gêne pas pour faire des déclarations au Parlement, et même déposer des photos quand il s'agit de faire des commentaires sur ses adversaires politiques ou ceux qui sont censés être proches des partis de l'opposition.

Q : Des propos tenus par un élu en dehors de l'hémicycle peuvent-ils faire l'objet d'une sanction, sous forme de suspension, au niveau du Parlement par le Speaker, ou l'affaire doit-elle être référée au DPP en cas de soupçon de « Contempt of Assembly » ?

Les propos tenus par un élu ou tout autre citoyen en dehors du Parlement peuvent être sanctionnés par la justice au cas où ils sont jugés insultants ou diffamatoires. Est-ce qu'il existe ou devrait exister en droit une différence dans la façon dont l'affaire est traitée selon que les propos sont tenus par un député ou non ? À mon avis, la réponse est non. Les recours dont dispose celui qui se sent lésé par ces propos devraient être les mêmes.

Si des propos portent atteinte à la dignité du Parlement, l'Assemblée peut décider de référer l'affaire au DPP, qui décide en toute indépendance de la marche à suivre. Au cas où une action civile ou pénale est entamée contre l'élu, il se défendra devant une cour de justice et il pourra justifier ses propos. Toutefois si les propos tenus hors du Parlement portent atteinte à l'intégrité

du Speaker, et que celui-ci décide de ne pas intenter une action en justice, mais de se prévaloir des pouvoirs qu'il estime détenir pour sanctionner le député sans que celui-ci ait l'occasion de se défendre, le Speaker devient alors juge et partie.

Q : Le Speaker s'est-il donc arrogé des pouvoirs dont il ne dispose pas en suspendant le Dr Boolell ?

Ils sont nombreux les juristes qui ont déclaré ces jours-ci qu'ils estiment que les dispositions invoquées par le Speaker pour justifier son action dans le cas d'Arvin Boolell ne s'appliquent pas quand des propos ont été tenus par un élu hors du Parlement. Le Speaker et probablement ses conseillers juridiques en avaient une lecture différente. Il revient donc à la Cour suprême de trancher et décider si le Speaker a raison d'invoquer les dispositions citées dans sa déclaration de mardi dernier.

Ceci dit, je trouve inquiétant que depuis quelque temps, l'article 77 des 'Standing Orders' devienne un fourre-tout qui permet à un Speaker de s'octroyer tous les pouvoirs non-prévus par les textes et jamais adoptés par le Parlement. Cette disposition qui est invoquée ces jours-ci fait partie des règles de procédure qu'on retrouve dans ce qu'il convient d'appeler le 'Law of Meetings', et qui a pour but de permettre à un président de décider séance tenante de la marche à suivre au cas où une situation imprévue survienne et qu'elle n'a pas été prévue par les textes. Dire que cette disposition peut être invoquée pour s'arroger tous les pouvoirs non prévus par les textes relève, à mon avis de juriste, d'un raisonnement contestable.

Q : Cette suspension du chef de file du PTr au Parlement, avant qu'elle ne soit gelée par la cour, peut-elle être interprétée comme une censure de la liberté d'expression ?

La liberté d'expression comporte des exceptions notamment en ce qui concerne la diffamation. Toutefois, c'est à un juge de se prononcer après avoir écouté les plaidoiries des avocats des parties concernées. Or, dans le cas qui domine l'actualité en ce moment, on a voulu priver le député de ses droits, sans qu'il n'ait l'occasion de se défendre ou de s'expliquer.

Q : Y a-t-il, selon vous, une perversion des 'standing orders' par le Speaker pour pénaliser l'opposition parlementaire ?

On peut comprendre que pour le bon déroulement des travaux d'une Assemblée, celui qui occupe la présidence devrait disposer de certains pouvoirs discrétionnaires qui le permet d'assurer ce bon déroulement. Encore faut-il que le mécanisme pour sanctionner tout abus de ses pouvoirs ou utilisation arbitraire, partisane ou « *infâme* » de ces pouvoirs, existe. Mais qu'est-ce qui justifie que le président de séance puisse également détenir des pouvoirs qui lui permettent de décider que des propos tenus à l'extérieur de l'Hémicycle sont outrageants à son égard et doivent être sanctionnés ?

Est-ce que ce même président de séance est autorisé à assimiler sa personne à celle de l'institution et peut décréter que toute critique à l'égard de sa personne constitue en fait une atteinte à la dignité de l'institution ?

Si le président affirme, au contraire, que des propos tenus portent atteinte à ses fonctions et non à sa personne, la question qui se pose c'est, est-ce le président lui-même, de par son comportement, porte atteinte à la dignité de sa fonction et dans ce cas, qui devrait le sanctionner ? Ne parlons pas à Maurice de motion de censure votée par les parlementaires comme l'ultime recours contre le comportement du président, car la majorité gouvernementale ne vote jamais contre le gouvernement ou les nommés de celui-ci.

Q : Dans un tel contexte, un élu peut-il avoir recours à la Cour pour assurer que ses droits constitutionnels ne sont pas bafoués, comme l'a fait le Dr Boolell ?

La jurisprudence mauricienne a, jusqu'ici, toujours affirmé que les juges ne peuvent intervenir s'il y a litige quant au déroulement des travaux de l'Assemblée, que s'il y a eu violation de la Constitution. Il est important de souligner que la règle britannique de non-intervention judiciaire dans les affaires du Parlement repose sur la notion de souveraineté du Parlement. À Maurice, nous avons un régime constitutionnel qui repose sur la suprématie de la Constitution. Donc, la règle britannique ne peut être transposée dans son ensemble d'un pays où il n'existe pas de Constitution écrite, à un autre où la suprématie constitutionnelle est explicitement prévue par les textes.

D'autre part, au cas où la Cour suprême décide au final que l'interprétation des 'Standing Orders' par le Speaker est erronée, et au cas où cette décision intervient des mois, voire des années après, elle ne pourra réparer le tort causé au député qui a été privé de ses droits et de l'exercice de ses devoirs en tant qu'élu du peuple. Je pense qu'il est impératif que dans des cas similaires, les juges puissent ordonner que la suspension ne soit pas appliquée en attendant que la cour puisse se prononcer sur le fond.

Il est salubre pour le 'Rule of Law' dans le pays que dans le cas qui retient l'attention actuellement (*ndlr : la suspension du Dr Boolell*), la suspension a été gelée en attendant la décision de la cour sur le fond. Cette décision rétablit le député Boolell dans ses droits, et la cour tranchera ultérieurement sur la légalité de la décision du Speaker fondée sur des dispositions des 'Standing Orders' qui sont sujettes à des interprétations différentes. La célérité avec laquelle cette affaire a été traitée par le judiciaire mérite également d'être saluée.

Q : Un éventuel gouvernement devrait-il venir de l'avant avec des garde-fous dans la loi pour éviter de telles dérives à l'avenir ?

Oui certainement. Mais comme je l'ai toujours dit, si les dispositions juridiques peuvent toujours être rehaussées, cela ne suffit pas. Si un régime au pouvoir n'a pas une culture démocratique et un engagement à respecter un code de conduite, les meilleurs textes au monde ne changeront pas grand-chose. Dans une démocratie, c'est le peuple qui choisit les gouvernants, et ce choix doit se faire en tenant compte des engagements des uns et des autres, et de la culture des uns et des autres par rapport aux valeurs démocratiques.

Octroi du bail à 'Eco Deer Park Association'

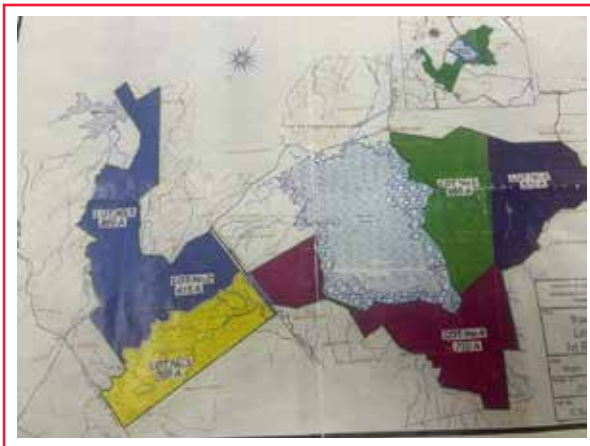
Maneesh Gobin pris dans la mélasse

La PNQ du leader de l'Opposition sur l'octroi du bail d'un terrain de 251 hectares à Davot et Mangin à proximité de Grand-Bassin a été très révélatrice, et ce pour différentes raisons. Elle a ainsi permis d'éclairer nos lanternes sur la chronologie des événements ayant mené à l'octroi de ce fameux contrat (voir tableau). L'élément déclencheur est, selon Xavier Luc Duval, le fameux 'Stag Party' tenu dans la soirée du 12 septembre 2020, où étaient présents le ministre Maneesh Gobin et son accompagnatrice, le PPS Rajanah Dhaliyah ainsi que le nommé politique Rajesh Ramnarain.

La question du leader de l'Opposition a aussi permis de faire la lumière sur l'identité des bénéficiaires de ce contrat. Outre Shaan Kumar Choolun, alias Mithun, qui a déjà été interrogé par l'ICAC dans cette affaire, un autre nom a fait surface. Il s'agit de Vicky Giovanni Juliette. Ce dernier est, selon Xavier Luc Duval, un trafiquant de drogue notoire qui a déjà été condamné à 18 mois de prison pour trafic d'héroïne en 2015. Il a, par la suite, fait l'objet de deux autres charges. Apparemment, ce dernier n'est plus au pays.

La PNQ a ensuite établi la connexion de Jean Hubert Celerine, alias Franklin, avec ce terrain de chasse. Jusqu'ici, Shaan Kumar Choolun était cité comme le seul prête-nom de Franklin pour le ranch de 251 hectares. Mais ce lien se cristallise davantage avec l'entrée en jeu de Vicky Giovanni Juliette. Ce dernier, a révélé le leader de l'Opposition, est aussi le partenaire de Franklin dans la 'Société Centrale La Gaulette', dont le compte bancaire a été gelé par l'ICAC en mars 2023. Ce qui explique sans doute la tenue des 'rave parties' sur ce ranch.

La PNQ a également mis à jour la combine qui a été utilisée, par le biais de divers prête-noms, pour l'obtention de ce contrat. Qui est le *Mastermind* derrière cette machination ? La question se pose, quoique Xavier Luc Duval semble en avoir déjà une petite idée. Ce qui est certain, c'est que le cerveau était bel et bien présent au 'Stag Party' le 12 septembre 2020. Maneesh Gobin, rappelons-le, a refusé, lors de la PNQ, de dévoiler s'il était présent à cette fête, en prétextant qu'il y a une enquête en cours. Son refus de répondre tend à nous faire croire qu'il s'y était effectivement rendu. Au cas contraire, il aurait tout simplement répondu par la négative.



Conclusion apparente : le contrat pour le terrain de chasse de 251 hectares a été alloué à un trafiquant de drogue notoire, malgré sa précédente condamnation par la justice pour trafic d'héroïne et en dépit du fait que la demande initiale pour ce terrain avait été faite par un dénommé Avinash Teeluck, selon la réponse de Maneesh Gobin au Parlement. Avinash Teeluck, soulignons-le, est le neveu de Rajesh Ramnarain, le chairman du 'Sugar Investment Trust' (SIT) qui était non seulement présent au 'Stag Party' du 12 septembre 2020, mais qui agissait également comme intermédiaire pour la collecte des pots-de-vin de l'ordre de Rs 3, 5 millions.

Timeline

La chronologie des événements est très importante, selon Xavier Luc Duval, car elle démontre que tout a commencé à partir du 12 septembre 2020, date à laquelle le ministre Gobin s'était rendu sur le terrain de chasse à Davot et Mangin.

Date	Événement
12 septembre 2020	Le 'Stag Party' se tient sur le terrain de chasse de 251 hectares à Davot et Mangin, à proximité de Grand-Bassin. Présents : L'Attorney General et ministre de l'Agro-industrie Maneesh Gobin, accompagné d'une dame, le PPS Rajanah Dhaliyah, Rajesh Ramnarain (directeur du SIT), le dénommé Jeetoo (c'est lui le whistleblower) et Keegan Etwaroo (qui est resté en retrait). C'est là où les négociations sont menées, probablement sur la façon de procéder, et sur la demande des pots-de-vin totalisant Rs 3, 5 millions.
5 novembre 2020	'Eco Deer Park Association', représentée par Avinash Teeluck (à ne pas confondre avec le ministre Teeluck), parenté de Rajesh Ramnarain (présent au 'Stag Party' du 12 sept 20), fait une demande pour l'obtention d'un bail pour des 'shooting and fishing/ eco-tourism activities' pour le terrain de chasse à Davot et Mangin. À cette date, la société 'Eco Deer Park Association' n'avait même pas encore été créée.
23 novembre 2020	La société 'Eco Deer Park Association' voit enfin le jour. C'est le nom d'Avinash Teeluck, un habitant de Vallée-des-Prêtres, qui figure comme représentant de la société sur le 'Registrar of Association'.
Juin 2021	En juin 2021, la société 'R.K.S Deer Ranch Ltd', retire, contre toute attente, la plainte qu'elle avait logée en cour en 2017 suivant la résiliation de son contrat de bail pour les 251 arpents à Davot et Mangin par le ministère de l'Agro-industrie en 2016.
27 juillet 2021	Le bail en faveur d'Eco Deer Park Association est approuvé par le ministère.
17 février 2022	Le contrat est signé avec 'Eco Deer Park Association'. Sur le contrat toutefois, ce n'est pas le nom d'Avinash Teeluck qui apparaît alors que c'est lui qui avait fait la demande initiale, mais ceux de Shaan Kumar Choolun et Vicky Giovanni Juliette, en tant que président et vice-président de ladite société.
25 février 2022	Le bail est enregistré officiellement au 'Registrar General'.

Les mêmes noms...

Selon le leader de l'Opposition, il n'y a pas de doute qu'il y a une connexion entre la société *R.K.S Deer Ranch Ltd*, dont le bail avait été résilié par le ministère de l'Agro-industrie en 2016 suivant la découverte d'une plantation de gandia dans la chassée à Davot et Mangin, et l'Eco Deer Park Association'. Certains noms apparaissent d'ailleurs dans les deux sociétés, dont les Jeetoo, ou encore Vishwani Rambissoo. Cette dernière, semble-t-il, a démissionné comme trésorière d'Eco Deer Park Association' en mars 2023.

The list of Managing Committee of the above named association for the years 2021-2024 was as follows:

Post	Name	Address
President	Shaan Kumar Choolun	Royal Road, Le Morne
Vice President	Vicky Giovanni Juliette	Backly F2, Beau Bassin
Secretary	Jaysen Bawol	Royal Road, Bois Rouge, Pamplemousses
Assistant Secretary	Vishwani Rambissoo	More Marina, Cocorandol
Treasurer	Nuvin Ramnarain	Richelieu Branch Road, Cocorandol
Committee Member	Mahatma Sany Bulramaya	Royal Road, St Pierre

Jaysen Bawol, Vishwani Rambissoo and Nuvin Ramnarain had resigned in March 2023 as Secretary, Treasurer and Assistant Treasurer respectively of the above named association.

The list of Managing Committee of the above named association at the time of its registration on 23 November 2020 was as follows:

Post	Name	Address
President	Avinash Teeluck	117 Cite Gareebou, Vallée des Prêtres
Vice President	Teeven Kanven	110 Oliver Avenue, Quatre Bornes
Secretary	Ajay Jeetoo	More Marina Allee Tamarin, Richelieu Cocorandol
Assistant Secretary	Sulzee Jeetoo	More Marina Allee Tamarin, Richelieu Cocorandol
Treasurer	Vishwani Rambissoo	More Marina Allee Tamarin, Richelieu, Cocorandol
Assistant Treasurer	Sandineez Seepersad	117 Cite Gareebou, Vallée des Prêtres

The Eco Deer Park Association

#	Name	No. of Shares	Type of Shares	Currency
1	GUNGAR HARISSOON	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
2	JEETOO CHIRALL	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
3	JEETOO BUTEE	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
4	RAMBISOON VISHWANI DEVI RAMBISOON	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
5	JEETOO JAYEEMAL	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
6	LUTHERAN RAMBISOON	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
7	COMTEA RAMBISOON	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
8	LUTHERAN RAMBISOON	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
9	GUNGAR HARISSOON	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
10	JEETOO BUTEE	50	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
11	HOSSANY MOHAMMAD ALEEM	100	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
12	ETWAROO AJAY	100	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
13	ETWAROO KARAN	100	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
14	ETWAROO KEEGAN	100	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee
15	ETWAROO RAJA	100	ORDINARY SHARES	Mauritian Rupee

OFFICE BEARERS

#	Position	Name	Address	Appointed Date
1	DIRECTOR	ETWAROO AJAY		23/05/2010
2	DIRECTOR	ETWAROO KEEGAN		21/06/2010
3	DIRECTOR	ETWAROO KARAN		21/06/2010
4	DIRECTOR	GUNGAR HARISSOON		25/06/2007
5	DIRECTOR	HOSSANY MOHAMMAD ALEEM		21/06/2010

R.K.S Deer Ranch Ltd

Allocation de Rs 1000 de la MRA

'La bouzi rouz' pour certains employés

Ils sont nombreux à exprimer leur mécontentement sur les réseaux sociaux vis-à-vis de la Mauritius Revenue Authority (MRA), concernant l'allocation de Rs 1000 que perçoivent les travailleurs ayant des revenus de moins de Rs 50 000. À ce jour, plusieurs personnes ont fait savoir qu'elles n'ont rien perçu, suite à l'annonce faite par le ministre des Finances en juin de l'année dernière.

Un peintre habitant à Pointe-aux-Sables nous avoue qu'il a touché l'allocation pendant seulement deux mois, puis plus rien. « *Mo pa konpran kifer linn arete, kan dimann MRA zot dir mwa problem la ek mo labank... inn gayn 3 mois zot pe fer al tou biro ki ena. Padayachy ti dir pe donn Rs 1000, inn gayn zis 2 kou apre zero* », lance l'ouvrier. Pourtant, Robert nous explique qu'il répond à tous les critères d'éligibilité pour en bénéficier.

Comme lui, il y en a plusieurs qui se plaignent de ne plus rien recevoir depuis belle lurette. Sur la toile, on peut même lire des témoignages intimant la Mauritius Revenue Authority (MRA) de s'expliquer. Rachna (prénom fictif), employé dans le secteur des assurances, explique comment elle a arrêté de percevoir cette allocation lorsqu'elle a touché son boni et sa prime de fin d'année. « *Kan monn gayn mo bonis ek mo bann prim lafin*



lannee, somme la inn vinn plis ki Rs 50 000. En janvier, monn arret gayn Rs 1000 allocation. Kan monn dimann MRA, zot dir mwa aköz system la trouve ki linn gayn plis ki Rs 50 000 et donc linn arret mo payment. Inn dir mwa mo bizin refer application, » explique cette mère de famille.

Nous avons voulu obtenir une explication officielle auprès de la Mauritius Revenue Authority (MRA), mais malheureusement, notre courrier électronique est resté sans réponse. Une source au sein de la MRA nous a néanmoins expliqué que tout se fait sur un « *case-to-case basis* ». Tout dépend de la somme d'argent versée sur le compte bancaire de l'employé. Si avec les heures supplémentaires et les bonis, ou autres sources de revenus, elle dépasse les Rs 50 000, le système

automatique mis en place par la MRA empêche tout paiement. Le bénéficiaire en question devra refaire une application pour pouvoir à nouveau bénéficier de cette allocation de la Mauritius Revenue Authority (MRA) d'un montant de Rs 1000.

Or, il y a plusieurs autres problèmes qui restent sans réponse. Y a-t-il une faille avec le système de la MRA ? Ceux qui sont pénalisés reçoivent-ils un 'payback' lorsqu'ils font une nouvelle application ? Et que se passe-t-il pour un employé qui a cessé de recevoir son allocation, malgré qu'il en soit éligible, mais qui ne fait pas de nouvelle demande, faute d'explication ou de sensibilisation ? Nous n'en saurons rien, tant que la MRA ne se décide à répondre.

Frais de visa pour l'Umrah

Farhad Aumeer dénonce un abus de certains organisateurs

300 riyals, soit environ Rs 3600. C'est le montant fixé par le ministère du Hajj et de l'Umrah en Arabie Saoudite pour un visa. C'est ce qui ressort de la réponse du ministre des Arts et du Patrimoine culturel, Avinash Teeluck, qui a également laissé entendre que le coût peut parfois grimper jusqu'à 875 riyals, soit environ Rs 10,500. Or, selon le député Farhad Aumeer, qui avait interpellé le ministre Teeluck au Parlement à ce sujet le 11 avril, certains organisateurs peuvent facturer jusqu'à Rs 15 000 pour l'octroi d'un visa.

D'ailleurs, des frais locaux imposés sur les frais de visas viennent également grossir le montant réclamé par certains organisateurs. Ces frais locaux peuvent varier entre Rs 700 et Rs 1000, selon le ministre, alors qu'en réalité, ce montant peut s'élever au-delà de Rs 1000, selon le député Aumeer. D'où la demande du député travailliste pour qu'il y ait une « instance régulatrice » pour éviter les abus de la part des agents et des organisateurs mauriciens.

Farhad Aumeer juge qu'il y a un abus de la part des agents mauriciens, car cette industrie devient de plus en plus lucrative et génère plus d'un milliard de roupies. « *Ou imagine ou si enn fami 5 dimounn bizin al fer Umrah, zot bizin trouve preske Rs 70 000 zis pu visa, c'est incroyable* » nous dit Farhad Aumeer au téléphone. Dans ce contexte, il lance un appel au gouvernement pour que l'ICC (Islamic Cultural Centre) obtienne sa propre licence auprès du ministère du Hajj et de l'Umrah saoudien, pour instaurer une « *competitive interest from the ICC* ». À noter que 17 734 Mauriciens ont voyagé en Arabie saoudite de mars 2022 à mars 2023.

Bain-de-Rosnay

Les projets immobiliers en cours provoquent la crainte des pêcheurs



Les pêcheurs de la région de Bain-de-Rosnay réclament un nouveau lieu d'embarcation. Ces derniers affirment que malgré plusieurs requêtes faites auprès du ministère de la Pêche, rien n'a été fait jusqu'à présent. En effet, dans cette région, de nombreux projets immobiliers voient le jour. Ce qui fait craindre aux pêcheurs qu'il ne leur soit interdit d'accéder à leur lieu d'embarcation. Stéphane Gua, membre du Résistans ek Alternative, indique que le jeudi 13 avril 2023, il a tenté de rencontrer le ministre de la Pêche Sudheer Maudhoo, en compagnie du porte-parole des pêcheurs. Mais c'est le secrétaire du ministre qui les a reçus. A présent, ils sont en attente d'un retour de sa part.

Par ailleurs, une lettre a été adressée au ministre du Tourisme, Steven Obeegadoo, pour demander que Bain-de-Rosnay soit déclarée plage publique, et aussi pour lui faire part des problèmes auxquels font face les pêcheurs. Ces derniers déplorent de ne pas avoir de lieu adapté pour pouvoir débarquer leurs poissons après chaque session de pêche. De plus, la voie qu'ils empruntent tous les jours est mal éclairée. Les pêcheurs demandent donc à ce que cet endroit soit réaménagé, et qu'il y ait plus de visibilité pour les pêcheurs qui quittent leur maison très tôt. « *Kuma chaque citoyen zot pe demande a ce que zot travaille dans ene environnement decent...* » lance Stéphane Gua. Les pêcheurs disent suivre le dossier, et décideront de la marche à suivre si des mesures ne sont pas prises dans les jours à venir.

Dans une lettre au PM

Air Mauritius : Ken Arian dénoncé pour sa mauvaise gestion

C'est par le biais d'une lettre ouverte à Pravind Jugnauth que Raj Ramlugun, ex-cadre d'Air Mauritius, a exprimé son amertume par rapport à la mauvaise gestion et à la culture d'impunité prônée par Ken Arian en tant que CEO d'AHL (Airport Holdings Limited). Raj Ramlugun attire l'attention du Premier ministre sur le fait que Ken Arian et sa « clique » ont imposé une culture de « *Command and Control* », car toutes les décisions sont prises par le CEO lui-même, ou par ses proches acolytes.

Dans la lettre, l'ex-cadre d'Air Mauritius écrit aussi que l'arrogance du CEO d'AHL est sans précédent. « *Le moral des employés en prend un coup car il n'y a plus de 'clarity of roles and accountability of the hierarchy'...* » peut-on lire dans la lettre.

Selon Raj Ramlugun, il faut mettre un frein au favoritisme qui règne ouvertement à l'aéroport. D'autant plus que ce dernier



aborde aussi les maldonnes vis-à-vis des actionnaires minoritaires d'Air Mauritius. Un appel est lancé à Pravind Jugnauth pour que la compagnie aérienne nationale, qui faisait autrefois la fierté du pays, ne soit plus sous l'administration d'AHL (Airport Holdings Limited).



Sa pancarte « volée », Reuben Pillay porte plainte à l'IPCC

Jeune activiste, Reuben Pillay en voit de toutes les couleurs depuis que les policiers ont « volé » sa pancarte, lorsqu'il manifestait seul devant le Parlement, le mardi 11 avril. Il voulait, à travers son action, exprimer son désarroi vis-à-vis du Speaker de l'Assemblée nationale, Sooroojdev Phokeer. Il estime que ce dernier n'est pas digne d'être le président de l'hémicycle. L'activiste est d'avis que la démocratie n'est pas respectée, et que le Speaker a bafoué les droits des membres de l'opposition parlementaire.

À l'origine, Reuben Pillay comptait manifester pacifiquement et en solo devant le Parlement, jusqu'à ce qu'un policier vienne lui arracher sa pancarte. Il se tenait devant l'Assemblée nationale depuis à peine 30 minutes, quand les policiers se sont approchés de lui pour prendre sa pancarte en photo. Ces derniers n'ont alors rien fait ni évoqué quoi que ce soit. « Je suis reparti, car l'endroit où j'avais stationné ma voiture dans un premier temps ne me laissait pas l'esprit tranquille. Je suis donc allé garer ma voiture dans un stationnement vis-à-vis de l'ancienne Cour suprême, » nous explique Reuben Pillay.

De nouveau sur place, devant le Parlement à la Place d'Armes, l'activiste se fait cette fois-ci abordé par deux policiers. Le premier lui saisit les mains, l'autre lui arrache sa pancarte avec force, en citant la section 66A

de la Road Act. « C'est un abus de pouvoir de la part des policiers. On se dirige droit vers un état policier. Ils ont fait la même chose avec les membres du LPM devant les Casernes, et les pêcheurs à Mahébourg, » laisse entendre Reuben Pillay. Ce dernier est d'ailleurs passé en direct dans presque tous les médias nationaux, car cela coïncidait avec la sortie d'Arvin Boollel du Parlement, suite à son expulsion par le Speaker Phokeer. « Les policiers ont utilisé la force ainsi qu'un ton arrogant et dénigrant vis-à-vis de ma personne, » martèle Reuben Pillay. À noter que l'activiste a porté plainte auprès de l'IPCC pour « larceny », « violence » et « attempt against free speech ».

Intimidation sur les réseaux sociaux

Dans un Facebook Live en fin de semaine, Reuben Pillay a dénoncé des attaques et des tentatives d'intimidation vis-à-vis de sa personne. Il affirme qu'un groupe composé de supporters inconditionnels du leader du parti soleil, sur Facebook, a tenté de nuire à sa réputation en publiant des posts dégradants à son égard. Autre fait décrié par Reuben Pillay, la tentative d'un groupe religieux de le discréditer auprès d'une communauté en particulier. Tout porte à croire que les agents et gros bras proches du pouvoir tentent d'intimider l'activiste pour sa prise de position contre le Speaker de l'Assemblée nationale.

Eid-ul-Fitr

L'application du henné, entre tradition et tendance



À l'approche de l'Eid-ul-Fitr, il est de coutume que les femmes musulmanes s'ornent les mains et les pieds de henné (mehendi) pour célébrer la fin du jeûne du Ramadan. Amirah Imambaccus, 25 ans, qui exerce comme graphiste et comme Henné artiste depuis plus de dix ans, nous explique qu'au-delà d'être une tradition, c'est aussi une mode 'cool'. « Le henné symbolise la joie, ainsi qu'un moment de partage », dit-elle.

Comme elle n'a pas d'emplacement, Amirah exerce chez elle, à temps partiel, l'art du dessin fait au henné. Elle partage également son talent et sa passion en donnant des cours. Le mehendi traditionnel, tel qu'on le connaît, devient de plus en plus sophistiqué. 'Reverse fils', 'negative space', plumes, attrape-rêves, mandalas, mosaïques, motifs

orientaux, floraux ou abstraits, 'arabic', 'indian designs', le henné se décline sous toutes les formes, nous dit-elle. Les tendances les plus en vogue cette année sont cependant le 'Moroccan Tribal design' et le 'moon design', nous explique la port-louisienne.

À compter du 19 avril, Amirah recevra entre 9 et 16 personnes par jour pour pratiquer son art. Il y en aura pour tous les goûts, mains remplies avec du henné et autres designs. « Mo pas servi catalogue mo faire d'après ceki mo koner... » dit-elle. En ce

qui concerne les prix, l'artiste nous indique que cela commence à partir de Rs75, dépendant de la complexité du design. De plus, le henné est offert à toutes ses clientes, ainsi que l'iftar pour celles présentes à l'heure de rompre le jeûne.



Ritesh Daworaz

Un jeune étudiant dans la peau du ministre des Infrastructures publiques

Âgé de seulement de 23 ans, Ritesh Daworaz, un habitant de Sébastopol, nous livre l'expérience qu'il a vécue lors du 'National Youth Parliament 2023'. « Ce n'est pas à la portée de tout le monde de se poser en tant que ministre des Infrastructures, mais je l'ai vécu comme une expérience extraordinaire », dit-il. Selon lui, le Parlement National des jeunes a été l'occasion, pour les uns et les autres, de prendre conscience du nombre de jeunes patriotes qui sont prêts à travailler pour le bon développement du pays.

Une expérience peu ordinaire pour ce jeune homme diplômé de l'Université de Maurice dans la filière 'Town

and Country Planning'. Tout en poursuivant ses études à temps partiel, il travaille comme officier au 'Planning and Development Inspectorate in the Land Use & Planning Department', au conseil de district de Flacq. Conscient des effets du changement climatique, notre interlocuteur nous explique qu'il a proposé des mesures adaptatives pour apporter un changement, qui consiste à réviser la Constitution mauricienne afin de prévoir le changement climatique et son impact sur la jouissance des droits humains, ainsi que des personnes en situation de vulnérabilité.

Selon Ritesh Daworaz, il faut qu'il y ait un examen des outils de planification, tels que les schémas de planification

d'ensemble, pour limiter le développement dans les zones inondables dans le 'Land and Drainage Master Plan', qui a été créé par la 'Land and Drainage Authority'. Selon lui, les nouveaux bâtiments gouvernementaux doivent être construits de manière à résister aux crues soudaines et autres conditions météorologiques imprévisibles, et les bâtiments gouvernementaux existants doivent inclure l'installation de panneaux solaires pour leur propre consommation.

De plus, ajoute-t-il, il faut des moyens



de transport plus durables, avec de nouveaux tracés routiers, tels que des pistes cyclables et des voies réservées aux bus, afin de réduire les embouteillages et d'améliorer le trafic routier. Ritesh Daworaz estime également que des fonds supplémentaires doivent être alloués pour atténuer les problèmes d'inondation dans certaines régions.

Un premier Samsung Brandstore à Tribeca Mall

Samsung a inauguré son Samsung premium Brand Store à Tribeca Mall. L'inauguration a eu lieu le 7 avril dernier, en présence d'Eun Jae Jung, Business Leader de Samsung Mauritius, et de Clovis Wong, CEO de TheBrandHouse. Ce nouveau point de vente regroupe tous les produits hauts de gamme de Samsung, tels que Be Spoke, sélection de réfrigérateurs, The Serif et The Frame, sélection de téléviseurs, ainsi que le nouveau Galaxy S23, qui est considéré comme un véritable outil d'innovation et de productivité, car il permet aux utilisateurs de rester connectés.

Dans son discours, le CEO de TheBrandHouse a affirmé qu'il est ravi d'avoir créé un espace permettant d'offrir aux clients les dernières technologies. « Nous sommes fiers d'inaugurer le tout premier Samsung Premium BrandStore à Maurice, situé dans le plus grand centre commercial de l'île, le Tribeca Mall. Samsung nous a confié la gestion de cet espace unique en raison



de notre réputation, de notre passion, de notre engagement sans faille et, bien sûr, de notre solide collaboration », dit-il.

Eun Jae Jung, Business Leader de Samsung Mauritius, quant à lui, avance que les consommateurs peuvent profiter d'un premium Brandstore en découvrant des produits technologiques avancés.



Moment de convivialité entre des compatriotes, des élus de Boulogne et l'ambassadeur du Pakistan en France lors de la rupture du jeûne au restaurant Kayani à Boulogne Billancourt le 13 avril 2023.

Le MLC rend hommage à Saberah Aumeeralee pour ses 105 ans de vie

Atteindre le cap des 105 ans est un grand événement, pour la simple et bonne raison que peu de personnes accèdent à ce palier. C'est ainsi que le 'Muslim Ladies Council' a célébré les 105 ans de Dadi Saberah, à Port Louis, en présence de plusieurs personnalités.

L'événement a été ponctué par la récitation des versets coraniques par Hafiz Muhammad Umar, ainsi que par des supplications (duas) par Abdullah Abdul Latif.

La présidente du MLC, Mariam Goodur, a soutenu que Dadi Saberah est le trésor de sa famille et de la nation mauricienne. Elle lui a souhaité une longue vie, une bonne santé, et que sa piété et ses milles qualités soient préservées.



Muslim Educational Charitable and Cultural Association (MECCA)

Chers frères et sœurs en Islam,
Assalamualaikum wa Rahmatullahi wa Barakaatuhu
Ramadaan 1444 AH/2023 Mubarak



Le Comité Exécutif de la Muslim Educational Charitable And Cultural Association (MECCA) vous remercie pour vos dons et prie Allah le Tout Puissant d'accepter notre jeûne. Qu'Allah nous préserve et nous couvre de sa grande miséricorde et qu'Il nous accorde à tous un mois de Ramadan très fructueux. Nous resterons fidèles à nos buts et objectifs en apportant notre soutien à nos coreligionnaires qui ont besoin d'une aide financière pour poursuivre des études à Maurice ou à l'étranger.

Pour ce faire, nous comptons, comme toujours, sur votre générosité et vos dons sous forme de Zakaat, donation, Lillah, Khairaat et Sadaqah.

Muslim Educational Charitable and Cultural Association
Transfert Bancaire sur le compte

Juice



blink
by EMTel



000 010 282 521

Les dons à MECCA étant déductibles des impôts (Income Tax), si vous souhaitez obtenir un reçu pour votre don, contactez Frère Adam Motalla sur le 5750 7406 par WhatsApp ou par Email sur meccamtius@gmail.com en mentionnant votre numéro de téléphone ou adresse email et le numéro de votre carte d'identité. Pour obtenir un reçu par la poste, veuillez mentionner votre adresse résidentielle.

Notre liste de Collecteurs :

Adam Motalla	Municipalité de Port Louis / 70 Rue E Pellereau - Port Louis 9eme Miles - Rue John Kennedy Triolet - Tel 5750 7406
Samad Ameer Meea	Shan E Rassool Mosque (Rue Large) - P. Louis Tel 5794 6136
Ibrahim Kika	46 Rue Desroches - Port Louis - Tel 5766 4579
Magasin Belami	Rue Corderie et Sir S Ramgoolam vis-à-vis Masjid Markazi - Port Louis
Anwar Abbasakoor	9 Rue Sir Virgile Naz - Port Louis Tel 5729 9899
Ziyaad Ally Alladeen	Rue John Kennedy - 9eme Miles Triolet 5255 1106
Aslam Vawda	7 Rue Sir Virgile Naz - Port Louis - Tel 5733 3440

Ramadan - In pursuance of Piety

"O you who believe, fasting is prescribed for you as it was prescribed for those before you, that you may develop Piety (Taqwa)." 2:183

Ramadan is the month of heightened God-consciousness, of attaining unto piety, of training ourselves to be the best we can be; a month to initiate improvement of reputation, character and cultivating good habits.

People who try their best to live by the highest values are surely people of integrity and indeed people of moral conscience. Morality describes the principles that govern our behaviour and relates to our behaviour at three levels ...

- How we as individuals ensure that we are honest, just and compassionate,
- How we interact with and contribute to society, as asset or liability,
- How conscious we are of our accountability to our Creator.

In a world, increasingly amoral, perception is considered reality. How one appears to the world



has overtaken the substance of who we really are. Impressions, whether real or fake, are given more credence than they deserve. Though name, image and reputation are what we perceive of people, character is the essence of the "real self". Piety is in reality character development coupled with God-consciousness.

Character is not only the face in the mirror, but the real person behind the face. Character evolves from conscience; is sustained by conscience and is developed, piece by piece, with every thought, with every choice, and maintained with consistency and determination. The pursuance of piety begins by making our reputation a reflection of our character. In many people, reputation precedes the character and there is a distinction to be made ...

- Reputation is what you lead others to believe you are, character is what you really are,
- Reputation may be reflected in the combination of your name and your image, character is the essence of your being,
- Reputation is the wrapping, character the content,
- Reputation is the outer reflection, character the inner reality,
- Reputation is made in a moment, character is built in a life time,
- Reputation may be reflected in what people write about you on your tombstone, character is what angels report about you to God, the Almighty.

Aristotle said: "You are what you repeatedly do". Habits are

conditioned responses, formed through repetition, until the actions or reactions become second nature; they end up as unconscious behaviour, automatic reactions in a particular situation.

Thinking in a particular pattern creates a mental path, the mental path affects our attitude and our behaviour, and these reflect our personality and character. In other words, our thoughts affect our attitudes, which affect our actions, which determine our habits, which reflect our character, which could determine our destiny.

According to Islam, habits are classified as virtues or vices, as repeated actions that are in conformity with or contrary to the rules of morality. Virtuous character emanates from good habits and good habits emanate from resisting negative temptations. Good habits, unfortunately, seem so much easier to give up than bad habits. Bad habits are like a comfortable bed; easy to get into but difficult to get out of. The chain of bad habits is generally too light to be felt



By Bashir Nuckchady

until they are too strong to be broken. Every habit, whether good or bad, is acquired and can be developed or disowned. Habits decrease or disappear by abstaining from exercising them and then replacing them.

Ramadan is an ideal training period for filtering out bad habits and developing virtuous character. Prophet Muhammad (saw) is reported to have said: "There comes to you the blessed month of Ramadan, a month in which Allah has made fasting obligatory on those who are able; whosoever denies himself of the benefits of that month denies himself many virtues"

As we undertake the physical and spiritual responsibility of fasting in the blessed month of Ramadan, we reflect on the words of our beloved Prophet Muhammad (saw) who said: "Your practice of faith will not be correct unless your actions are correct, and your actions will not be considered correct unless your heart is correct".

Khutbah - La réflexion du vendredi

Dénonçons les corrupteurs et les corrompus

Ô vous qui croyez ! Ne vous dépossédez pas les uns les autres de vos biens par des procédés malhonnêtes ! Que vos échanges soient fondés sur des transactions librement consenties. N'attendez pas non plus à vos jours, car Dieu est Plein de compassion pour vous. Surah 4 : Verset 29

Les nombreux cas de corruption, avérés ou allégués, qui défrayent l'actualité ces derniers temps, devraient nous inciter à réfléchir à cette pratique hautement condamnable et à laquelle certains trouvent normales de s'adonner. Maurice se trouve au 56e rang, sur 180, sur l'échelle de la corruption, selon Transparency International.

Que ce soit à travers des commissions pour des projets d'intérêt national, l'obtention de contrats juteux en période de détresse aigue, le pot-de-vin offert pour obtenir un terrain d'Etat, le p'tit dithé offert aux agents de police ou au douanier, ou encore le billet glissé pour l'obtention du certificat de fitness, il s'agit là d'actes de corruption condamnés par toutes les religions. Le but est d'obtenir, dans tous les cas, des avantages au détriment de ceux qui sont plus méritants.

Parmi les choses que l'Islam reprouve, interdit et proscriit formellement, figure la corruption « pot-de-vin » (rachwa).

La pratique de l'Islam est réglemantée par une série de prescriptions qui englobent la vie du croyant.

La corruption consiste à corrompre quelqu'un en lui versant un présent, pour arriver à un but précis.

Elle est définie par les savants musulmans - ulamā' - comme étant la gratification que

donne une personne à quelqu'un qui occupe une position d'autorité, pour bénéficier de sa part d'un jugement injuste, afin qu'il lui permette d'occuper un d'empêcher poste qu'elle ne mérite pas, ou pour empiéter par son biais sur les droits d'une tierce personne. En d'autres termes, il s'agit pour eux de tout ce qu'une personne donne pour faire triompher le faux au détriment de la vérité.

L'interdiction de la corruption puise sa source dans le Qur'an et dans la Sunna.

C'est pour cela qu'il est de notre devoir de sensibiliser la population sur l'impact négatif de la corruption sur l'économie et la société.

L'impact de la corruption sur l'individu et la société selon le Qur'an et la Sunnah.

Quelques exemples de son interdiction dans la Parole de Dieu.

La corruption فوشر Rachwa est une entrade dans le péché et la transgression et Dieu, Exalté soit-Il, dit, dans la surah al-Mā'ida (5) : verset 2 : « Soyez plutôt solidaires dans la charité et la pitié et non dans le péché et l'agression ! Craignez Dieu, car Dieu est Redoutable quand Il sévit ».

Accaparement illégal des biens d'autrui

Rapporté par Boukhari dans son Sahih n°5304.

La corruption (Rachwa) permet de s'approprier illégalement les biens des autres. Dieu, exalté soit-Il, dit, dans la surah an-Nisā' (4) verset 29 - « Ô vous qui croyez ! Ne vous dépossédez pas les uns les autres de vos biens par des procédés malhonnêtes

! Que vos échanges soient fondés sur des transactions librement consenties. N'attendez pas non plus à vos jours, car Dieu est Plein de compassion pour vous ».

La corruption (Rachwa) est la pire des manières de manger des biens illicitement, parce qu'il s'agit de verser un présent à autrui dans le but de procéder à la transmutation d'un droit.

La corruption entraîne l'insécurité dans la société et la frayeur chez l'individu

Le Messenger de Dieu (saw) a dit : « Tout peuple qui laisse sévir l'usure en son sein, sera châtié par la famine et la sécheresse ; et tout peuple qui laisse sévir la corruption (les pots-de-vin) en son sein, sera châtié par l'insécurité et la frayeur ».

La corruption entraîne l'injustice, et a donc un impact sur la société

Ces preuves tirées du Coran et de la sunna attestent qu'il est du devoir de tout musulman de s'écarter de la corruption فوشر Rachwa, d'y prendre garde, et de mettre en garde les gens contre sa pratique pour ce qui en découle comme iniquité, péché capital et injustice entraînant de graves conséquences.

La corruption détruit l'imān

Muhammad (saw) a dit, "La malédiction d'Allah est sur celui qui offre le pot-de-vin et celui qui l'accepte" (Al-Tirmidhi).

On doit se rappeler que chacun de nos actes doit être conforme au chemin de notre Prophète. Pratiquer la corruption en infirmant le droit des autres va peut-être vous procurer du plaisir temporaire, mais aura des conséquences sévères par la suite.

La corruption impacte sur l'économie

Au travail, certaines personnes grimpent l'échelle de l'entreprise plus rapidement grâce à cette vile pratique. Priver quelqu'un de ses droits est strictement prohibé en Islam, et Allah l'a explicitement mentionné en disant que nous devons préserver la justice entre nous-mêmes.

Les pots-de-vin sont une tricherie ayant de graves conséquences, qu'avec une approche optimiste, l'on peut facilement éviter.

Que pouvons-nous faire ?

Il y a beaucoup de moyens pour s'abstenir de pratiquer la corruption. D'abord, il ne faut pas se comparer aux autres.

Il est de notre devoir en tant que Musulman croyant(e) de dénoncer le blâmable.

Les Musulmans ne doivent en aucun cas contribuer à la prolifération de ce mal, ni par leur participation active ou passive, ni par leur silence complice. La corruption est un mal qu'il faut combattre par la dénonciation, et en s'abstenant de donner ou de recevoir.

En conclusion, dénoncer la corruption augmente notre taqwa, car en le faisant, nous agissons en accord avec le verset 110 de la surah Ali Imran : « Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes car vous ordonnez le Marouf, vous interdisez le Mounkar; et croyez en Allah ».

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Whatsapp Info **5 255 3635**

Ramadan

Des conseils pour jeûner sans danger pour la santé



L'importance de bien s'hydrater

L'hydratation doit être le mot d'ordre de cette période de ramadan. Dès la rupture du jeûne, les usagers doivent boire en grande quantité. Chacun ne doit également pas oublier de s'hydrater juste avant la reprise du jeûne. Mais quelles boissons privilégier ?

- Eau à volonté
- Soupes, bouillon (type chorba et autres soupes traditionnelles)
- Infusions, tisanes...

Vous pouvez également consommer des boissons chaudes type café ou thé mais mieux vaut ne pas trop en consommer le soir, cela pourrait perturber le sommeil.

Enfin, les boissons de type soda ou jus de fruits sont à consommer avec modération, étant très - trop- sucrées. On les réserve à la rupture du jeûne pour refaire le plein d'énergie.

Une alimentation saine

Que manger à l'Iftar ?

L'Iftar est le repas de la rupture du jeûne. Il vaut mieux privilégier une alimentation saine lors de la rupture du jeûne et ne pas se jeter sur les pâtisseries et sucreries qui, même en grande quantité, ne combleront pas la faim et perturberont l'organisme. Voici ce qu'il faut manger pour rompre le jeûne :

Durant le mois de Ramadan, les musulmans du monde entier doivent jeûner du lever au coucher du soleil. Un moment éprouvant pour le corps et l'esprit, même si les températures sont encore clémentes. Que manger à l'Iftar (repas du soir) et au S'hour (repas de l'aube) ? Voici les principales recommandations pour que ce mois de jeûne soit le moins éprouvant possible pour le corps.

Boissons pour l'hydratation

Dattes, figues ou autres fruits sucrés pour refaire le plein de glucose et de fibres et fournir de l'énergie rapidement à l'organisme.

On peut éventuellement boire des jus de fruits.

Pain, céréales, semoule pour "caler" et tenir jusqu'au prochain repas.

La rupture du jeûne ne doit pas être synonyme de repas trop copieux. Non seulement un repas abondant perturberait l'organisme, mais en plus cela pourrait favoriser les troubles du sommeil. Néanmoins, il est conseillé de faire un autre repas avant de dormir, que l'on essaiera de garder le plus équilibré possible.

Que manger pour le S'hour ?

Avant de repartir pour une journée de jeûne, il est recommandé de consommer des fruits pour l'apport en vitamines et surtout des sucres lents tels que de la semoule et des céréales complètes pour tenir tout au long de la journée. Consommer des protéines (oeufs, poissons, viandes) et des fibres (pain complets, flocons d'avoine, fruits

avec la peau) est également essentiel pour fournir à l'organisme de quoi tenir une journée sans boire ni manger.

A ce titre, il est important de bien manger avant le lever du soleil.

Le bon rythme à suivre

Même si le jeûne s'étend du lever au coucher du soleil, les usagers doivent essayer de faire trois repas au cours de la journée : le premier avant le lever du jour, le second à la rupture du jeûne et le troisième quelques heures (compter 2 ou 3 heures) après.

Si cela est possible, faire une micro-sieste peut s'imposer en début d'après-midi.

Se prémunir de la chaleur

Même si pour l'instant, les températures sont "en dessous des normales de saison" comme disent les météorologues, il est généralement conseillé d'éviter la chaleur durant le mois du ramadan. Si les températures se mettent à grimper avant la fin du mois de Ramadan, prévu cette année le 23 avril, chacun devra privilégier les pièces fraîches à l'intérieur et l'ombre à l'extérieur pour ne pas s'affaiblir trop

rapidement.

Les personnes à risque

Les personnes qui souffrent de diabète sont invitées à suivre régulièrement leur taux de glycémie, à s'hydrater en abondance et à fuir les sucreries pour réduire les risques sanitaires liés à cette période de jeûne.

Les personnes fragiles souhaitant faire le ramadan, à savoir les femmes enceintes, les personnes âgées ou encore les patients atteints d'hypertension ou d'asthme, sont appelées à consulter leur médecin traitant dès le moindre signe anormal. Pour une plus grande sécurité, il est recommandé de se rendre chez son médecin avant et après le ramadan.

Peu ou pas de sport

Même si la période du ramadan n'a aucune conséquence majeure sur la santé des usagers, il est important de réduire au maximum les efforts physiques. Les sportifs doivent notamment faire très attention à ne pas se surpasser durant le mois du ramadan.

Coiffure

L'astuce toute simple pour discipliner ses petits cheveux rebelles

Vous souhaitez une coiffure impeccable sans petits cheveux électriques ? Voici une astuce très facile pour les discipliner en quelques secondes, et ce, pour toute la journée

Se coiffer tous les jours demande une certaine patience ! Pour discipliner ses cheveux rapidement et facilement, l'idéal est d'utiliser des produits adaptés à votre fibre capillaire mais aussi connaître quelques trucs et astuces. Sur les réseaux sociaux, les coiffeurs et influenceurs beauté ne cessent de partager certaines de leurs techniques pour mieux se coiffer. Cela passait par



l'application d'un protecteur de chaleur et le pré-séchage des longueurs avant de travailler section par section, à l'aide d'une brosse adaptée à la largeur des mèches.

Comment discipliner ses cheveux rebelles en quelques secondes

La dernière astuce en date aidera nombreuses d'entre

nous : vous souhaitez une chevelure ultra lisse mais de petits cheveux, plus courts parce qu'il s'agit de repousses ou de fourches, refusent d'être disciplinés ?

Après avoir lissé ses cheveux, elle pulvérise un nuage de laque vers le haut, sous ses cheveux rebelles et légèrement électriques. Puis, elle passe sa main à plat sur ses cheveux et les plaque avec délicatesse contre les longueurs. Le résultat est là : ils ont complètement disparu.

Cheveux rebelles : comment bien utiliser sa laque ?

Ce spray capillaire fixateur, qui a traversé les générations, permet de faire tenir les coiffures toute la journée. Vaporisé sur des boucles, il aide à mieux les définir et

à les rendre volumineuses.

Autre astuce : sur cheveux tressés, passez un voile de laque et retirez les tresses, vous obtiendrez de belles ondulations effet retour de plage. C'est aussi le moyen idéal pour avoir une chevelure volumineuse et glamour. La tête baissée et les cheveux détachés, passez la laque à une vingtaine de centimètres des racines. Avec vos mains, froissez vos longueurs en les remontant vers le haut. Le résultat à l'effet "push-up" est impeccable.

Attention toutefois, la laque peut avoir tendance à assécher le cheveu, surtout si celui-ci est fragilisé. Pour l'éviter, brossez soigneusement votre chevelure le soir et faites un shampoing ainsi qu'un masque hydratant.

Le produit idéal pour remplacer votre poudre et lisser votre peau, selon cette maquilleuse

Le maquillage est un plaisir pour certaines personnes mais il a un coût. Si vous aimez maquiller votre teint, vous avez sûrement votre poudre favorite dans votre trousse, parfaite pour fixer votre make-up et matifier la peau de votre visage. Souci, quand vient le moment de la racheter, c'est rarement une bonne nouvelle. Son point fort, il est plus abordable, et elle promet un résultat incroyable.

Le fond de teint compact poudré, une alternative à la poudre, selon cette maquilleuse professionnelle

La professionnelle recommande en effet de troquer sa poudre contre "un fond de teint compact poudré". Pourquoi ? Le produit a la couvrance d'un fond de teint donc utilisé comme une poudre, il a un effet longue tenue. Mais son effet sur la peau rend également la maquilleuse adepte de cette alternative: "le grain est beaucoup plus épais donc ça a tendance à sublimer, à lisser beaucoup plus, ça matifie plus longtemps", avant d'aborder le bénéfice non négligeable "ça coûte moins cher qu'une poudre compacte et ça marche mieux !"



Comment choisir votre produit de teint ?

Si vous n'avez pas forcément l'habitude de maquiller votre teint, il peut vous sembler difficile de faire un choix parmi la grande diversité de produits. Chacun correspond à un effet spécifique.

Le fond de teint aura plutôt pour effet d'unifier le teint, il permet de corriger les rougeurs, les taches et les disparités de couleur du visage. Si vous cherchez plutôt à corriger de petites imperfections, une BB crème permettra de soigner et sublimer votre peau dans le même temps, avec en prime une application très facile. La poudre libre est utilisée pour matifier et donc s'adresse particulièrement aux peaux grasses.

Dans les produits plus légers vous retrouverez ensuite le sérum de teint. Ce produit est un hydride, entre soin et maquillage. Sa couvrance est très naturelle et il offre un fini seconde peau. Enfin le fluide teinté va venir illuminer le

teint avec un effet correcteur tout en boostant l'éclat. Ce type de produit contient des pigments correcteurs, mais aussi souvent des nacres, ce qui permet de réfléchir la lumière dès l'application pour un teint lumineux.

MG Cyberster : la version de série en fuite !



Des fuites en série

Qu'on se le dise, le look du Cyberster de série n'a rien de très surprenant. Non pas qu'il manque d'originalité mais disons plutôt que l'effet de surprise est passé. Il faut dire que depuis la présentation du concept-car du même nom (présenté lui-même au Salon de Shanghai, c'était en 2022), MG a eu toutes les peines du monde à conserver le secret sur son futur roadster, les fuites ont été nombreuses. Entre fuites de brevets et exemplaires dénichées par des chasseurs de scoops, les lignes définitives du Cyberster étaient connues depuis quelques temps. Toutefois, on apprend quelques petites choses avec ces nouvelles images.

Déjà, première remarque, il devrait conserver l'appellation du showcar éponyme selon toute vraisemblance. On dit bien « selon toute vraisemblance » car, si le nom « Cyberster » est affiché en toutes lettres sur la poupe, il pourrait s'appeler différemment sur notre territoire. On a déjà eu la surprise par le passé avec la compacte MG4 qui porte le nom « Mulan » dans l'Empire du Milieu.

Maintenant, en ce qui concerne le look dudit roadster, sans surprise donc, il s'inspire d'assez près de celui du concept tout en se voulant un peu plus civilisé, moins spectaculaire. Le profil est le même, avec des lignes tendues, un long capot à l'avant, un arrière ramassé, on retrouve aussi les originaux feux arrière ainsi que le diffuseur mais il adopte une bouche plus simple,



de la même couleur que la carrosserie, des jantes à la taille plus raisonnable et il perd l'aileron du showcar. Il opte également pour une malle de coffre parfaitement plane sur lequel trône fièrement l'emblème de la marque. D'ailleurs, on note en ce qui concerne le logo que les deux lettres « M » et « G » ne sont plus placées au sein d'un blason de forme octogonale. Un gimmick que l'on va retrouver sur les prochains modèles MG ?

L'habitacle n'apparaît pas dans la série de photos que le site CarNewsChina a dénichées pour nous. Si vous nous suivez régulièrement toutefois, vous avez déjà pu le découvrir par le passé. Autant dire qu'il devrait faire sensation avec son volant rectangulaire coupé sur la partie haute, inspiré par le désormais fameux « Yoke » de Tesla qui a fait beaucoup de bruit à sa présentation.

Un grand petit roadster

Petite différence par rapport aux précédentes fuites, les images s'accompagnent d'informations

techniques. Avec 4,53 m de long, le Cyberster n'aura rien de grand-chose à voir avec ses ancêtres, les MG F et TF, qui restaient toutes deux sous la barre des 4 m de long. Même si le look et la capote en toile sont bien là, l'esprit du petit roadster léger à l'ancienne façon Mazda MX-5 s'éloigne. Par ses dimensions, le Cyberster ira plutôt jouer dans la cour d'un Porsche Boxster. Par son poids, il va tout simplement l'écraser avec plus de 2 tonnes sur la balance !

Pour animer un pareil vaisseau, des motorisations puissantes sont sinon exigées disons fortement recommandées. Là aussi, on en sait un peu plus. Le Cyberster donnerait le choix entre deux versions zéro émission : une première simple propulsion délivrant déjà une puissance tout à fait raisonnable de 314 ch et une deuxième à transmission intégrale atteignant pour sa part un beau 544 ch avec ses deux moteurs électriques dont un placé sur l'essieu avant. Si les accélérations sont toujours inconnues, on sait que la vitesse sera limitée à 193 km/h pour le premier des deux Cyberster, à 200 km/h pour le second. Ce sera bien assez pour vider la batterie ou les batteries (à la capacité inconnue) en un rien de temps. Ces données précises devraient être partagées sous peu. Rendez-vous dans quelques jours pour la présentation en bonne et due forme !

La loi sur la réforme des retraites officiellement promulguée par Emmanuel Macron

Le président Emmanuel Macron a promulgué la loi sur la réforme des retraites, dont le report de l'âge légal de départ à 64 ans, selon le Journal officiel de samedi, après la validation du texte par le Conseil constitutionnel. Entendant continuer le combat, syndicats et opposants politiques avaient appelé le chef de l'État à renoncer à la promulgation de la réforme.

La réforme des retraites, avec sa mesure phare de recul de l'âge de départ à 64 ans, a été promulguée, samedi 15 avril, au Journal officiel, après la validation de l'essentiel du texte par le Conseil constitutionnel.

Après la décision du Conseil constitutionnel vendredi, l'intersyndicale avait demandé «solennellement» au président Emmanuel Macron de «ne pas promulguer la loi». Une demande restée lettre morte : en promulguant le texte, le chef de l'État a opposé une fin de non-recevoir.

Le Président de la République disposait de quinze jours après la validation de la plupart des mesures de la réforme vendredi par le Conseil constitutionnel pour apposer sa signature, lui donnant ainsi force de texte.

«Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié (...) Au premier alinéa, le mot : 'soixante-deux' est remplacé par le mot : 'soixante-quatre', énonce le texte.

Le Conseil constitutionnel a validé vendredi l'essentiel de la réforme des retraites et bloqué une première demande de référendum d'initiative partagée (RIP) de la gauche, qui espérait entamer la collecte de 4,8 millions de signatures

en vue d'une inédite consultation des Français.

«Il n'y a ni vainqueur ni vaincu», avait assuré la Première ministre Élisabeth Borne, évoquant «la fin du cheminement institutionnel et démocratique» du texte adopté à l'Assemblée après un 49.3.

«Ce n'est pas fini», a promis en réponse l'intersyndicale, convaincue que ne pas promulguer la loi était le «seul moyen de calmer la colère (...)), qui a refusé une invitation lancée par Emmanuel Macron.

Le Conseil constitutionnel a reconnu le «caractère inhabituel» de l'accumulation de procédures visant à restreindre les débats au Parlement.

Prise de parole présidentielle en début de semaine prochaine

Le chef de l'État devrait prendre la parole en début de semaine prochaine, selon plusieurs sources au sein de l'exécutif. Il réunira les cadres de la majorité lundi à l'Élysée.

En revanche, la rencontre proposée par Emmanuel Macron aux syndicats pour mardi devra sans doute attendre. L'intersyndicale n'entend pas se rendre à l'Élysée avant le 1er mai, traditionnel rendez-vous social qu'elle souhaite transformer en «journée de mobilisation exceptionnelle et populaire» contre le cœur de la réforme validée par le Conseil constitutionnel : la retraite à 64 ans.

Renouer avec les syndicats ne sera pas chose aisée. «Il y aura du ressentiment, des cicatrices», glisse un proche du président français.

En attendant la parole présidentielle, Élisabeth Borne s'exprimera samedi



après-midi, à l'occasion du Conseil national du parti présidentiel Renaissance à Paris.

Fragilisée depuis l'adoption de la réforme par 49.3 à l'Assemblée, la Première ministre a fait part cette semaine des conclusions de ses consultations à Emmanuel Macron, qui l'avait chargée de trouver les voies pour «élargir la majorité». Sans résultat probant à ce stade. Devant les cadres de Renaissance, elle pourrait livrer quelques pistes pour la suite. Mais les mêmes difficultés l'attendraient alors à l'Assemblée, faute de majorité absolue.

Un «1er mai décisif» ?

Les oppositions promettent en outre de ne pas désarmer. «Le sort politique de la réforme des retraites n'est pas scellé» et son entrée en vigueur «marquera la rupture définitive entre le peuple français et Emmanuel Macron», a estimé la leader du Rassemblement national, Marine Le

Pen.

Pour La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon a évoqué un «1er mai décisif», en accusant le Conseil constitutionnel d'avoir «aggravé la crise». «Il faut rassembler réellement toutes les forces qui veulent s'opposer pour que le dernier mot soit à la souveraineté populaire et non à la monarchie présidentielle», a-t-il dit sur sa chaîne Youtube.

Le Conseil constitutionnel statuera le 3 mai sur le deuxième projet de référendum d'initiative partagée (RIP) visant à contrecarrer la réforme, après le rejet vendredi de la première tentative portée par les parlementaires de gauche.

Députés et sénateurs socialistes avaient par ailleurs déjà annoncé vendredi leur intention de déposer un texte législatif demandant l'abrogation de la réforme des retraites «si le président de la République promulgue».

En visite en Chine, la cheffe de la diplomatie allemande joue l'unité européenne

Arrivée à Pékin quelques jours après Emmanuel Macron, Annalena Baerbock s'est démarquée du président français et mis en garde Pékin à propos de la situation à Taïwan

Annalena Baerbock n'avait pas la tâche facile pour sa première visite officielle en Chine depuis son arrivée à la tête de la diplomatie allemande en 2021. Arrivée à Pékin quelques jours après Emmanuel Macron, la ministre verte des Affaires étrangères, s'est nettement démarquée du président français dont les propos, tenus dans l'avion du retour, ont outré une grande partie de l'establishment politique allemand.

Alors qu'Emmanuel Macron plaide pour l'«autonomie stratégique» des Européens, refusant qu'ils soient des «suivistes» sur la question de Taïwan, pris «dans un dérèglement du monde et des conflits qui ne seraient pas les nôtres», Annalena Baerbock

a au contraire parlé au nom de l'Europe et explicitement mis en garde le régime de Pékin : pas question d'utiliser la force à Taïwan. «Les conflits doivent être résolus de façon pacifique, a-t-elle fermement rappelé à son homologue chinois Qin Gang auquel elle a fait part de l'«inquiétude» de Berlin face à la situation à Taïwan.

Cette figure de proue du parti des Verts qui prône une diplomatie des valeurs et est réputée pour son franc parler a mis en garde : «une escalade militaire dans le détroit de Taïwan, par lequel transitent chaque jour



50 % des échanges commerciaux mondiaux, serait un scénario catastrophique pour le monde entier.» Mais surtout, elle a souligné l'unité et l'intransigeance de l'Europe sur la question de Taïwan : «Les conflits ne peuvent être que résolus de façon pacifique. Pour nous les Européens un changement de statut quo unilatéral, pour ne pas dire violent, serait inacceptable.»



Iñigo Martinez aurait déjà signé son contrat avec le Barça

'Relevo' avance ce jeudi que le défenseur de l'Athletic et international espagnol, Iñigo Martinez va bien rejoindre le FC Barcelone à l'issue de la saison. Son contrat serait même déjà signé.

Cela fait plusieurs semaines déjà que le défenseur de l'Athletic, Iñigo Martinez est annoncé du côté du FC Barcelone. En fin de contrat avec le club

basque, le joueur de 31 ans sera libre à la fin de la saison actuelle, et intéressait donc fortement le club catalan, qui cherche à dépenser le moins possible.

'Relevo' annonce ce jeudi que l'officialisation approche à grands pas, puisque l'international espagnol aurait déjà signé son contrat avec les 'blaugranas' pour deux saisons. La visite médicale aurait eu lieu il y a

environ un mois, selon cette même source.

Le joueur souhaitait quitter la formation basque afin de s'offrir un nouveau challenge, et le FC Barcelone était sa priorité. Il était sous les couleurs des 'Leones' depuis 2018 après sept saisons passées à la Real Sociedad. C'est la première fois qu'il jouera pour un club non basque.

Casemiro n'a pas l'intention de quitter Manchester United

Le milieu de terrain de Manchester United, Casemiro, veut rester en Angleterre, a indiqué son agent, à 'The Guardian' : «Il est venu ici pour gagner des titres, c'est le seul objectif.»

Casemiro ne pense pas une seule seconde à quitter Manchester United. Le Brésilien est arrivé cet été du côté d'Old Trafford, après presque dix ans au Real Madrid, et retrouvera jeudi une équipe



qu'il connaît bien : le FC Séville, en quart de finale de l'Europa League.

L'agent du milieu de terrain, Óscar Ribot, s'est exprimé au sujet de son joueur pour 'The Guardian' et a affirmé sa nette intention de rester chez les 'Red Devils' jusqu'à la fin de son contrat, en juin 2026.

«'Case' a signé quatre ans plus une année en option. Il est venu pour gagner des titres, c'est le seul objectif. Ce mois-ci a été difficile, mais il n'a rien d'autre en tête.» a déclaré l'agent.

Koeman souhaite que Messi revienne au Barça



L'ancien entraîneur du FC Barcelone, Ronald Koeman, a affirmé son souhait de revoir Lionel Messi jouer pour le FC Barcelone : «Le fait de

voir Leo avec un autre maillot, c'est bizarre.»

Entraîneur du FC Barcelone d'août 2020 à octobre 2021, Ronald Koeman a coaché Lionel Messi lors de sa dernière saison en Catalogne, avant que l'Argentin ne rejoigne le Paris Saint-Germain.

Le Néerlandais a eu l'opportunité de s'exprimer sur un potentiel retour de Messi en Liga, à l'occasion de la présentation d'un

tournoi de golf et de padel à Barcelone : «Le fait de voir Leo avec un autre maillot, c'est bizarre. Barcelone, c'est sa maison, c'est là où il doit être. (...) Je suis favorable à ce que Messi soit de nouveau un joueur du Barça.»

«Messi est le meilleur joueur du monde et quand il est parti, c'était difficile. L'équipe qui l'aura sera plus forte» a indiqué le nouveau sélectionneur des Pays-Bas, qui avait été limogé de son poste deux mois après le départ de la 'Pulga' en 2021.

Rabah Madjer veut voir Salah au Real Madrid ou au Barça

L'ancien joueur algérien, Rabah Madjer, a avoué qu'il aimerait voir l'Égyptien Mohamed Salah quitter l'Angleterre pour rejoindre le Real Madrid ou le FC Barcelone pour donner «un nouveau souffle à sa carrière».

Rabah Madjer, ancienne gloire du football algérien aux 86 sélections avec les 'Fennecs', s'est exprimé sur un autre joueur africain, Mohamed Salah, chez 'Al Ain Sports'.

L'homme de 64 ans a avoué que «Salah est un joueur merveilleux et la fierté de tous les Arabes. Liverpool est une très grande équipe et l'a aidé à exploiter son talent, ce que Chelsea ne pouvait pas faire auparavant.»

Mais concernant son futur, l'avis de Madjer est plutôt clair : «Renouveler son contrat serait une belle reconnaissance de ce qu'il a accompli à Anfield, mais personnellement j'espère voir la star des Pharaons sous le maillot d'un des géants du football espagnol, le FC Barcelone ou le Real Madrid. Il donnerait ainsi un nouveau souffle à sa carrière.»

En fin de contrat en juin 2025, pas sûr que Salah soit sur la liste des transferts pour le prochain mercato. À bientôt 31 ans, l'ancien joueur de l'AS Rome a disputé près de 300 matches avec les 'Reds' depuis son arrivée en 2017.



Une insulte raciste à l'origine de l'altercation entre Sané et Mané ?

Selon un média sénégalais, Leroy Sané aurait tenu des propos racistes à l'égard de Sadio Mané après la déroute contre Manchester City, mardi.

Mardi, après le quart de finale aller de la Ligue des champions contre Manchester City (3-0), Sadio Mané a frappé au visage son coéquipier Leroy Sané. Il sera donc suspendu par les dirigeants bavarois, qui ont officialisé la

nouvelle ce jeudi dans un communiqué.

D'après le site sénégalais 'Taggat', le joueur allemand aurait tenu des propos racistes à l'égard du buteur sénégalais après la déroute du Bayern sur la pelouse de City.

«Noir de merde», aurait lancé Sané à Mané dans le vestiaire, toujours selon cette source. L'ailier gauche aurait regretté ses propos après l'altercation.



Le message de Ronaldo à Rudi Garcia, licencié par Al-Nassr

Sur son compte Instagram, Cristiano Ronaldo a tenu à laisser un message à Rudi Garcia, licencié par Al-Nassr ce jeudi.

Le club saoudien Al-Nassr, où joue la superstar portugaise Cristiano Ronaldo, a indiqué jeudi s'être séparé de son entraîneur Rudi Garcia, en poste depuis juillet 2022.

Selon plusieurs médias étrangers, l'entraîneur français aurait été poussé vers la sortie pour ses mauvais résultats et sa mauvaise entente avec son groupe.

Sur son compte Instagram, le Portugais a adressé un message à l'ancien coach de l'OL et l'OM. «C'est un plaisir d'avoir travaillé avec vous. Je vous souhaite le meilleur pour l'avenir», a-t-il écrit dans une story sur Instagram, avec une photo de lui et de Rudi Garcia.

Al-Nassr, actuellement deuxième du championnat saoudien, la Saudi Pro League, à trois points derrière le premier, a perdu début mars face au leader Al-Ittihad et a fait match nul contre Al-Faiha (0-0) le week-end dernier.



Trois clubs de Liga s'intéressent à Bono

Le gardien marocain, étincelant pendant la dernière Coupe du monde au Qatar, est dans les petits papiers de Villarreal, Valence et la Real Sociedad. Bono est sous contrat avec le FC Séville jusqu'en 2025, mais est relégué sur le banc depuis l'arrivée de Mendilibar.

À 32 ans, Yassine Bounou, dit 'Bono' a une carrière bien remplie et une expérience de plus de dix ans en Liga. Passé par l'Atlético Madrid, le Real Saragosse et Gérone, c'est au FC Séville qu'il a réussi à faire son trou.

Mais depuis l'arrivée de José Luis Mendilibar à la tête de l'équipe andalouse, Marko Dmitrović a été choisi pour affronter Cadix et le Celta Vigo en championnat.

Relégué sur le banc de manière régulière depuis son retour du Qatar où il a été brillant avec la sélection marocaine, Bono pourrait bien céder à la tentation de quitter Séville à la fin de la saison, malgré son contrat terminant en juin 2025.

Plusieurs clubs sont d'ailleurs sur le coup en Espagne, comme révèle 'Mundo Deportivo' : Villarreal, actuellement 5e de Liga, qui voit son portier Pepe Reina fêter ses 41 ans cette année, la Real Sociedad, 4e, et Valence, 18e.

Le joueur est très courtisé après la demi-finale de Coupe du monde disputée en décembre dernier et plusieurs

clubs étrangers pensent également à lui, selon la source citée précédemment : Leeds, West Ham, le Milan AC et l'AS Rome.



SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

Frédéric Vasseur assure que toutes les écuries de F1 sont d'accord pour l'introduction d'un format «dynamique» lors des week-ends sprint.

La saison 2023 comptera un total de six Grands Prix courts sous le format sprint, contre trois en 2021 et 2022. La discipline souhaite désormais que les courses courtes du samedi ne soient plus liées directement à celles du dimanche, dont elles ont jusqu'ici établi la grille, mais au contraire qu'elles soient de vraies épreuves à part entière.

Pour ceci, le projet est de mettre en place, dès Bakou, deux séances de qualifications : une le vendredi après-midi pour la course principale, l'autre le samedi matin pour le sprint. Cette dernière remplacerait donc les EL2 du format sprint, une séance jugée peu populaire auprès des fans.

Un vote formel doit être réalisé afin que ce changement soit introduit dès Bakou ; toutefois, Frédéric Vasseur suggère qu'il s'agira d'une formalité



Nouveau format sprint : Les équipes F1 sont «alignées» selon Vasseur

puisque les dix écuries de F1 seraient, chose rare, d'accord sur un tel projet, malgré le timing serré. «Pour une fois, je pense que toutes les équipes étaient alignées. Ce n'est pas souvent le cas, alors il faut en profiter», a ainsi lancé le directeur de Ferrari.

Pour le dirigeant français, c'est une

bonne chose pour les fans de se débarrasser des Essais Libres 2 du format sprint : «Il est certain que le format est plus dynamique. On peut discuter de l'opportunité de le modifier si tard, mais au bout du compte, je pense que si nous sommes tous d'accord, nous devons pousser pour le faire.»

«J'aime le format. Je ne suis pas un grand fan des EL2 habituels. Parfois, c'est un peu ennuyeux. Pas pour nous, car nous avons beaucoup de données. Mais je peux imaginer que pour les spectateurs, si vous ne connaissez pas le niveau de carburant, le mode moteur et ainsi de suite, c'est probablement un peu ennuyeux. Essayer d'avoir quelque chose de plus dynamique pendant le week-end est une bonne décision.»

Vasseur a ensuite établi une comparaison avec le football, affirmant que la F1 n'était pas au diapason de la plupart des grandes compétitions, qui ne diffusent pas ce que l'on peut considérer comme des séances d'entraînement. «D'un autre côté, je pense qu'il est vrai que si vous regardez du football, vous ne regardez pas la séance [d'entraînement] du mercredi quand ils travaillent dans le stade. Nous sommes probablement la seule discipline qui diffuse les séances d'entraînement à la télévision.»

Ocon compte sur Alpine pour égaler la progression d'Aston Martin

Impressionné par le bond en avant réalisé par Aston Martin cet hiver, Esteban Ocon espère voir son écurie en faire autant.

Aston Martin est la grande surprise de cette saison 2023. Habituee au fond de grille l'an passé malgré quelques coups d'éclat en course, la structure de Silverstone s'est propulsée à l'avant du peloton avec trois podiums en autant de Grands Prix pour Fernando Alonso.

Pendant ce temps, l'ancienne écurie du double Champion du monde a quelque peu stagné dans la hiérarchie. Alpine est généralement l'équipe la mieux placée derrière les quatre top teams, mais Esteban Ocon est quelque peu envieux de ce qu'a réalisé Aston Martin et exhorte ses collègues à faire de même, bien que le contexte soit différent puisque c'était dans l'intersaison avec une nouvelle monoplace : «Aston Martin a montré qu'il était possible de faire un grand pas en avant en trouvant les bonnes choses, bravo à eux. C'est donc faisable.»

«Si l'on y réfléchit, nous avons fini la saison en décembre, et quand nous l'avons reprise, on était fin février, début mars. Ça fait trois ou quatre mois. Je ne sais pas si Aston aurait été capable de le faire en cours de saison, mais dans trois ou quatre mois, la saison ne sera pas finie. Il faut y croire, sinon rien ne sert de participer.»

Alors que des évolutions sont dans les tuyaux en vue du Grand Prix d'Azerbaïdjan, Ocon est enthousiasmé par le développement

d'une A523 qui n'a selon lui pas de défaut majeur.

«Je suis à l'usine au moins un ou deux jours par semaine», confie-t-il. «Je me suis rendu dans le département aéro, j'ai vu les futurs dessins, j'ai vu les concepts à venir sur la voiture, ce que nous allons y apporter. Et il y a des idées vraiment intéressantes. J'ai hâte qu'elles soient produites et de les voir sur la voiture.»

«Ce sont beaucoup de détails. Ce n'est jamais une chose en particulier, et c'est ça qui est compliqué :

un compromis à un endroit peut mener à perdre un peu de performance ailleurs. Et en raison de notre position, nous ne pouvons pas faire de compromis maintenant.»

Alpine occupe actuellement la sixième place du championnat des constructeurs avec huit points au compteur, ayant vu un beau résultat d'ensemble lui échapper dans un accrochage entre ses voitures lors du chaotique troisième départ du Grand Prix d'Australie.



Premier League

Arsenal, attention aux faux pas !

Deux clubs de la capitale aux ambitions différentes pour le reste de la saison de Premier League s'affrontent lors d'un derby londonien dimanche, alors que West Ham United accueille Arsenal au stade de Londres.

L'équipe de David Moyes entre dans la compétition après un match nul 1-1 avec Gent lors du match aller de leur quart de finale de la Ligue de conférence Europa, tandis que les Gunners ont laissé filer une avance de deux buts à Anfield le week-end dernier.

D'une manière ou d'une autre, toujours en vie dans leur quart de finale européen de troisième niveau, le gardien de but de West Ham Alphonse Areola a été assiégé par un barrage d'attaques de Gent à la Ghelamco Arena, et Moyes a remercié sa bonne étoile que les Hammers ont pu s'accrocher pendant un tranche du butin.

Après le but décousu refusé de Nayef Aguerd, Danny Ings a décollé dans la compétition continentale pour mettre West Ham dans l'ascendant, mais Hugo Cuypers a rapidement égalisé pour une équipe de Gand qui peut s'estimer malheureuse de ne pas prendre un mince avantage sur les Anglais. capital.

Les engagements de la Conference League prennent du recul pendant quelques jours, cependant, alors que les hommes de Moyes s'efforcent de maintenir leur suprématie capitale après une victoire 1-0 contre Fulham le week-end dernier, les gardant au-dessus de la ligne pointillée à la 14e place pour le le temps étant.

Avec seulement trois points séparant West Ham de Nottingham Forest à la 18e place, les résultats de samedi pourraient remettre les Hammers en danger, mais perdre un seul de leurs quatre derniers dans la division a quelque peu atténué leurs craintes de rétrogradation et la pression sur les épaules fatiguées de Moyes.

Là encore, cette défaite a été la défaite humiliante 5-1 contre Newcastle United au stade de Londres plus tôt ce mois-ci – mettant fin à une séquence de cinq matchs sans défaite à domicile en Premier League de manière catastrophique –

et une équipe d'Arsenal visant à redresser leur Les torts du Merseyside ne seront pas d'humeur charitable.

Le décor était planté pour qu'Arsenal mette fin au misérable hoodoo d'Anfield Premier League qui les tourmente depuis 2012, et faire taire le Kop grâce aux efforts de Gabriel Martinelli et Gabriel Jesus a permis aux hommes de Mikel Arteta de faire exactement cela dimanche dernier.

Cependant, une fois que l'étincelle a été allumée dans le ventre des fans de Liverpool, les hôtes étaient une bête différente - réduisant le déficit de moitié grâce à Mohamed Salah avant que l'Egyptien n'envoie un penalty large - et l'ennemi public numéro un d'Arsenal, Roberto Firmino, a ramené à la maison un égaliseur mérité pour les géants du Merseyside.

S'il n'y avait pas eu une paire d'interventions à peine croyables d'Aaron Ramsdale, Arsenal aurait pu retourner à la base sans un point, car Arteta a supervisé une timide démonstration en seconde période qui a considérablement réduit leurs chances de titre.

Maintenant avec six points d'avance au sommet, l'avance d'Arsenal sera réduite à seulement trois si Manchester City - qui a un match en main - voit Leicester City samedi, et les Gunners peuvent difficilement se permettre moins que les maximums avant leur voyage décisif pour la saison au stade Etihad plus tard ce mois-ci.

West Ham a attiré le premier sang aux Emirats le lendemain de Noël, mais Arsenal a apporté la joie festive au nord de Londres en revenant de l'arrière pour gagner 3-1 – leur sixième triomphe sur sept contre les Hammers depuis une défaite infligée par Declan Rice à Londres. Stade en janvier 2019.

